

*Pouvoir d'emprunt—Loi*

p. 100. Il n'y a eu aucune majoration. Sur quoi porte la discussion en Colombie-Britannique? Le syndicat international des travailleurs de bois d'Amérique qui a toujours été un syndicat radical a accepté une convention sans majoration d'une durée de trois ans. Les travailleurs des usines de pâtes font face à la même situation. Toutefois, le gouvernement offre aux fonctionnaires des augmentations de 10 p. 100 comme s'il n'y avait pas de lendemain. Le taux d'inflation n'est que de 4 ou 5 p. 100, de sorte que les fonctionnaires devraient pouvoir se rattraper. Par rapport à quoi? Le gouvernement ne peut plus invoquer la récession mondiale comme excuse. La relance aux États-Unis est exceptionnelle. Tout marche. Les gens ont repris confiance et tout bourdonne d'activité.

Quelle est l'excuse ici? L'excuse est que le gouvernement dépense 25c. sur chaque dollar pour acquitter les intérêts sur ses emprunts. Il n'est plus en mesure de fournir les stimulants nécessaires au secteur privé pour créer des emplois et des postes de formation afin de permettre à nos jeunes de se tailler une carrière, de retrouver espoir et confiance en leur avenir et en leur pays.

Les jeunes se tournent vers l'étranger. Ils vont chercher des emplois et leur formation aux États-Unis. Quelle tristesse pour un pays si riche en ressources et pourvu d'avantages naturels si abondants. Quelle condamnation pour un gouvernement qui est au pouvoir depuis 16 ans. Le parti de nos vis-à-vis va tenir un congrès de direction pour recycler certains éléments qu'il avait rejetés et qui sont les premiers artisans de notre malheur. Ce type nommé Turner ou quelque chose d'approchant veut revenir. C'est lui qui, en 44 mois au poste de ministre des Finances, a fait passer le budget fédéral de 18 à 36 milliards de dollars. On va le recycler. Il va revenir déguisé en chevalier sans peur et sans reproche. A son retour, il sera reçu comme il le mérite. Quant John Turner sortira de sa tour d'ivoire de la rue Bay, si nos vis-à-vis ont la naïveté de l'élire chef de leur parti, lui et sa bande de libéraux auront l'accueil qu'ils méritent.

**M. Murray Cardiff (Huron-Bruce):** Monsieur le Président, le gouvernement nous demande encore une fois en présentant son projet de loi, le huitième depuis 1980, de l'autoriser à emprunter 10.55 milliards de dollars de plus que le montant demandé dans le projet de loi C-143 qui était jusqu'ici l'emprunt le plus élevé jamais fait au Canada. Compte tenu du déficit de 29.6 milliards de dollars prévu pour l'année 1984-1985, nous ne nous étonnons pas que le gouvernement nous demande de l'autoriser à emprunter 29.55 milliards, y compris 4 milliards en sus des 25.5 milliards dont il nous dit avoir besoin dans son budget et qui doivent lui permettre en quelque sorte de manœuvrer plus à son aise.

Dans son budget, le gouvernement prévoit un déficit de 29.6 milliards de dollars. Or, il a des sources non budgétaires pour les 4.05 milliards dont il a besoin. Il lui faut 25.5 milliards pour assumer un déficit qui est lui-même beaucoup trop gros. Si nous accordions ce pouvoir d'emprunt de 29.55 milliards, le déficit atteindrait 33.5 milliards de dollars.

Nous ne sommes pas surpris de ce projet de loi, sachant pertinemment que le gouvernement est absolument incapable de contrôler ses dépenses. Cependant, nous nous en alarmons. Nous nous en alarmons vivement parce que à cause de ce projet de loi, le déficit sera de 4 milliards de dollars de plus que prévu. Mes collègues ont formulé de sévères critiques à

l'endroit du projet de loi, et pour d'excellentes raisons. Je tiens à formuler mes propres critiques, et non pas seulement à propos du fonds d'urgence de 4 milliards. Qui plus est, je ne suis pas convaincu par les raisons qu'invoque le gouvernement pour demander à la Chambre d'approuver ces énormes dépenses qui ne peuvent manquer d'entraîner un énorme et intolérable déficit.

Voilà ce qu'il nous demande d'approuver. Il nous demande d'approuver le déficit prévu pour l'année qui vient. Comme il nous demande le pouvoir d'emprunter pour financer le déficit prévu, il nous demande en fait d'approuver un déficit probable de 33.5 milliards pour l'année 1984-1985, soit un déficit supérieur de 2 milliards à celui de l'an dernier. Je partage l'inquiétude de mon collègue devant cette demande de pouvoir d'emprunt de plus de 29.5 milliards de dollars. On a d'ailleurs raison de s'inquiéter de toute demande de pouvoir d'emprunt de plus de 15 milliards car le gouvernement se propose tout simplement de trop dépenser. Il vit bien au-dessus de ses moyens.

J'aimerais examiner plusieurs aspects de la science économique la plus élémentaire que le gouvernement semble ignorer. Je veux parler des coûts économiques élevés qu'entraîne le financement d'un déficit de plus en plus lourd. Pour financer un lourd déficit, un déficit trop lourd comme celui que nous déplorons depuis bien des années, le gouvernement a deux solutions qui continueront toutes deux à nuire à une économie déjà languissante. Le gouvernement peut emprunter sur le marché des capitaux, il peut y emprunter ses 29.5 milliards de dollars. En empruntant une proportion aussi grande des crédits disponibles au Canada, le gouvernement empêchera le secteur privé de faire des emprunts productifs, ce qui, par le seul jeu de la loi de l'offre et de la demande, fera monter les taux d'intérêt.

● (1710)

Le déficit prévu pour 1984-1985 correspond à 91 p. 100 de l'épargne personnelle prévue. Que se passera-t-il? Les taux d'intérêt augmenteront inévitablement comme ils ont d'ailleurs déjà commencé à le faire. En empruntant 29.5 milliards de plus sur le marché des capitaux, le gouvernement fera encore monter les taux d'intérêt, ce qui ralentira la croissance que nous pouvions espérer.

La productivité et la croissance sont inférieures à ce qu'elles devraient être dans un pays qui possède autant de richesses et de ressources que le Canada. Notre productivité est la plus faible de tous les pays industrialisés. Contrairement à ce qu'a déclaré le ministre des Finances (M. Lalonde), nos possibilités de croissance sont minces d'ici à un an. D'après Statistique Canada et le Conference Board au Canada, la croissance ralentit. Si le déficit du gouvernement augmente, cela n'arrangera pas les choses.

Les entreprises, vers lesquelles le gouvernement se tourne pour stimuler l'économie, ne peuvent pas réaliser leur potentiel dans un marché monétaire qui se resserre. Elles ne peuvent pas y arriver dans le climat économique actuel. Les Canadiens craignent de prendre des risques qui sont essentiels pour augmenter la productivité. Si le gouvernement encombre davantage le marché des capitaux, les investissements commerciaux qui ont diminué de 12.2 p. 100 en 1983 continueront à baisser.